12 mars 2025

Cour de cassation

Pourvoi n° 23-21.687

Chambre sociale - Formation restreinte RNSM/NA

ECLI:FR:CCASS:2025:SO10243

Texte de la **décision**

Entête

SOC.

CH9

COUR DE CASSATION

_____

Audience publique du 12 mars 2025

Rejet non spécialement motivé

Mme MARIETTE, conseiller doyen
faisant fonction de président

Décision n° 10243 F

Pourvoi n° Y 23-21.687

R É P U B L I Q U E F R A N Ç A I S E

_____

AU NOM DU PEUPLE FRANÇAIS

_____

DÉCISION DE LA COUR DE CASSATION, CHAMBRE SOCIALE, DU 12 MARS 2025

La société In'li, société anonyme, dont le siège est [Adresse 3], a formé le pourvoi n° Y 23-21.687 contre l'arrêt rendu le 6 septembre 2023 par la cour d'appel de Versailles (17e chambre), dans le litige l'opposant :

1°/ à M. [S] [B], domicilié [Adresse 2],

2°/ à France travail, dont le siège est [Adresse 1], anciennement dénommé Pôle emploi,

défendeurs à la cassation.

Le dossier a été communiqué au procureur général.

Sur le rapport de Mme Maitral, conseiller référendaire, les observations écrites de la SCP Gatineau, Fattaccini et Rebeyrol, avocat de la société In'li, de Me Descorps-Declère, avocat de M. [B], après débats en l'audience publique du 4 février 2025 où étaient présents Mme Mariette, conseiller doyen faisant fonction de président, Mme Maitral, conseiller référendaire rapporteur, M. Barincou, conseiller, et Mme Dumont, greffier de chambre,

la chambre sociale de la Cour de cassation, composée des président et conseillers précités, après en avoir délibéré conformément à la loi, a rendu la présente décision.

Motivation

1. Le moyen de cassation, qui est invoqué à l'encontre de la décision attaquée, n'est manifestement pas de nature à entraîner la cassation.

2. En application de l'article 1014, alinéa 1er, du code de procédure civile, il n'y a donc pas lieu de statuer par une décision spécialement motivée sur ce pourvoi.

Dispositif

EN CONSÉQUENCE, la Cour :

REJETTE le pourvoi ;

Condamne la société In'li aux dépens ;

En application de l'article 700 du code de procédure civile, rejette la demande formée par la société In'li et la condamne à payer à M. [B] la somme de 3 000 euros ;

Ainsi décidé par la Cour de cassation, chambre sociale, et prononcé par le président en son audience publique du douze

mars deux mille vingt-cinq.

Décision **attaquée**

Cour d'appel de versailles 17
6 septembre 2023 (n°21/02524)

Les **dates clés**

- Cour de cassation Chambre sociale 12-03-2025
- Cour d'appel de Versailles 17 06-09-2023